La Révolution du livre et de la presse en Bretagne (1780-1830)

Annie Duprat

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/1554>

DOI : 10.4000/ahrf.1554

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2004

Pagination : 206-208

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Annie Duprat, « La Révolution du livre et de la presse en Bretagne (1780-1830) », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 337 | juillet-septembre 2004, mis en ligne le 15 février 2006, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1554> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.1554>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

La Révolution du livre et de la presse en Bretagne (1780-1830)

Annie Duprat

RÉFÉRENCE

Patricia Sorel, *La Révolution du livre et de la presse en Bretagne (1780-1830)*, préface de Jean-Yves Mollier, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, collection « Histoire », 2004, 324 p., ISBN 2-86847-916-2, 20 e.

- 1 Issu d'une thèse de doctorat d'histoire culturelle préparée sous la direction de Jean-Yves Mollier et soutenue à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, cet ouvrage a pour objet l'étude des activités du livre et de la presse en Bretagne avec leurs corollaires, les imprimeries, les librairies, les « bouquiniers » (nos actuels bouquinistes), et les colporteurs, des années 1780 jusqu'à 1830, ce qui justifie la présence du mot « Révolution » dans le titre. En effet, la Révolution française n'apparaît jamais en tant que telle, mais le découpage chronologique de l'ouvrage reprend les grandes scissions habituellement admises pour la période, en insistant particulièrement sur la Restauration. Divisé en six chapitres, le livre propose tout d'abord une reprise générale des conditions dans lesquelles s'exerce le commerce du livre en Bretagne à la fin de l'Ancien Régime (chap. 1, pp. 13-36) ; la décennie révolutionnaire (1789-1799) est ensuite traitée en une quarantaine de pages, assez descriptives (chap. 2, pp. 37-88). L'essentiel de l'ouvrage (les quatre chapitres suivants) est donc consacré aux évolutions des métiers de l'écrit au cours de l'Empire et de la Restauration, et à l'étude des procédures de contrôle, mais aussi de censure, mises en place par le régime napoléonien puis par la monarchie restaurée ; la lecture connaît de beaux jours avec le développement des cabinets de lecture, nouvelle forme de sociabilité qui se diffuse parallèlement aux salons étudiés naguère par Françoise Parent-Lardeur (*Lire à Paris au temps de Balzac. Les cabinets de lecture à Paris (1815-1830)*, EHESS, 1981).

- 2 D'une écriture aisée, ce livre est extrêmement riche en informations scientifiques de première main, comme en témoignent les multiples références d'archives (sources départementales ou archives nationales) qui figurent dans les notes infra-paginales. Deux questions au moins sont au cœur de la recherche : y-a-t-il une spécificité culturelle de la Bretagne, et, à l'intérieur de la province, des régions qui la composent ? Comment passe-t-on d'un « ancien régime typographique » pour reprendre l'expression chère à Daniel Roche, pour entrer dans l'ère industrielle du livre et de la presse qui suppose des transformations à la fois techniques et conceptuelles, et s'inscrit dans un espace public et culturel différent. En 1788, la Bretagne compte dix-huit imprimeries réparties dans dix villes : quatre à Nantes, quatre à Rennes, deux à Saint-Malo, Brest, Dinan, Lorient, Morlaix, Quimper, Redon, Saint-Brieuc et Vannes ne comptant qu'une imprimerie. La liberté d'expression établie par la Révolution, et la nécessité d'avoir à imprimer force textes officiels expliquent la multiplication des ateliers au cours des années 1789-1799, puisqu'on en compte plus de quarante répartis dans quatorze villes ? À Rennes deux nouvelles imprimeries s'installent, et le nombre total de ces ateliers passe de dix-huit en 1788 à vingt-huit en 1792 (voir le tableau de la page 45). Le développement de la presse périodique, particulièrement sensible à Nantes, explique le maintien de la plupart de ces ateliers au cours de la période suivante ; mais tandis que Guingamp et Lamballe disparaissent de la carte des imprimeurs, Vitré et Quimperlé y apparaissent. Il faut croiser ces données, qui sont exposées dans un chapitre spécifiquement dédié à l'étude des imprimeries (pp. 89-132) avec d'autres critères comme la liste des périodiques et leurs aires de diffusion, le nombre et les circuits des colporteurs, la présence ou non de cabinets de lecture et l'étude de leurs catalogues, pour mesurer la disparité grandissante entre Nantes, florissante et dynamique, Rennes, « une ville somnolente » et les Côtes-du-Nord, et la Basse-Bretagne (Finistère et Morbihan)) dont Patricia Sorel observe le décrochage culturel. Grâce à l'étude des brevets de librairie (chapitre 4, consacré au commerce du livre, pp. 133-180) dont la délivrance est soumise à enquête de bonne vie et mœurs, on peut constater les écarts entre la norme de la réglementation et la réalité de l'exercice du métier. Prenons par exemple le cas de Saint-Servan (9 000 habitants), localité proche de Saint-Malo, où la veuve Basset réussit à obtenir son brevet en 1823 alors qu'elle tient une librairie depuis plus de vingt ans ! Une marge de tolérance existe bel et bien, malgré les enquêtes sur les opinions politiques des candidats au métier de libraire. Les censures et les saisies sont en réalité peu nombreuses et, entre 1810 et 1830, on ne compte que deux poursuites en justice, toutes deux soldées par deux acquittements, contre deux libraires nantais, Colette en 1822 et Mercier en 1827. Certains libraires sont devenus célèbres au-delà des limites de la province, comme ce Michel Le Digouy, dit « Digouy-système », libraire à Tréguier que Michelet et Renan s'accordent à décrire comme une sorte d'animal sauvage, à moitié fou, un fils de la Révolution dont les idées et les comportements tranchent avec les habitudes du pays (p. 155). L'examen du monde des marchands sédentaires non brevetés (les « bouquiniers ») et celui des colporteurs, qui subissent une pression policière augmentée après l'assassinat du duc de Berry est mené de façon un peu rapide, puisque cette forme de diffusion des informations, vraies ou fausses, importantes ou dérisoires, mais là n'est pas la question, qui n'est certes pas nouvelle comme en témoignent les canards et autres feuilles volantes de l'époque moderne étudiés par Jean-Pierre Séguin, connaîtra un développement considérable tout au long du XIXe siècle, et encore durant une bonne partie du XXe siècle, comme vient de le démontrer le dernier livre de Jean-Yves

Mollier, *Le camelot et la rue. Politique et démocratie au tournant des XIXe et XXe siècles* (Fayard, 2004).

- 3 Après avoir étudié les conditions techniques nécessaires à sa production et à sa diffusion (l'imprimerie et la librairie) Patricia Sorel examine les titres des livres figurant dans les catalogues des libraires (chapitre 5, le livre entre tradition et modernité, pp. 181-216). Partant soit des catalogues des libraires (comme celui de Prudhomme, à Saint-Brieuc, dressé en 1810) ou des archives produites par l'enquête de police diligentée en 1818, elle nous propose une plongée dans les titres proposées à la vente, analyse les genres et mesure les flux. Cette approche permet de vérifier l'hypothèse de départ d'un livre « entre tradition et modernité », entre les ouvrages religieux traditionnels, les guides pratiques et autres traités de jardinage et les fondamentaux de l'érudition (comme le *Dictionnaire de l'Académie*, qui figure en cinq exemplaires chez Prudhomme) et les nouveautés comme *Le génie du christianisme* de Châteaubriand et surtout la liste presque complète des œuvres de l'abbé Barruel (il n'y a pas moins de trente-trois exemplaires de *Du Pape et de ses droits religieux à l'occasion du Concordat* !). Après la chute de l'Empire, le commerce du livre peut réellement s'épanouir dans la mesure où la Charte avait parfaitement respecté les acquis de la Révolution concernant la liberté d'expression ; les ouvrages politiques entrent ainsi chez les libraires, permettant au public de quoi nourrir une réflexion politique sur la légitimité et l'action du pouvoir en place. Pierre-François Busseuil, à Nantes, s'avère être le mieux achalandé en ce domaine : on y trouve trente titres sur le Concordat, des brochures sur les troubles des Cent-Jours, des écrits polémiques de Crevel et de Châtelain (le premier a été condamné en 1818 et ses ouvrages détruits) et un grand nombre de périodiques politiques comme *Le Censeur européen*, *L'homme gris*, ou encore la *Correspondance politique et administrative* de Fiévée.
- 4 Les catalogues des cabinets de lecture représentent un indicateur important des goûts du public, dans la mesure où il s'agit d'ouvrages destinés à être empruntés. Les récits de fiction deviennent de plus en plus nombreux au fur et à mesure que le siècle s'avance, témoignage du goût de l'époque pour le romanesque. Toujours à Nantes, le catalogue du cabinet de lecture de la femme Clech, publié en 1823, se présente ainsi : 1 697 titres répartis en « romans » (1 195), « livres à usage des jeunes personnes et des enfants » (84), « morale, politique, histoire » (236) et « littérature, poésie, correspondances, anecdotes, voyages » (182). Les romans se taillent donc la part du lion avec les grands classiques du XVIIIe siècle comme Bernardin de Saint-Pierre, mais aussi les Walter Scott et autres Richardson, témoins de l'influence anglaise. Mais des titres sulfureux, ou même condamnés comme les *Contes* de Boccace ou *La religieuse* de Diderot ou encore les œuvres de Crébillon fils sont proposées au prêt. Les livres les plus récents portant sur l'histoire de la Révolution française (*Histoire du jacobinisme* de l'abbé Barruel, *Histoire de la Révolution française* de Necker, celle de Lacretelle, les *Considérations sur la Révolution française* de Madame de Staël) ou de Napoléon, comme cet étrange *Journal de Sainte-Hélène* de O'Meara et une *Histoire de Napoléon* anonyme. Chez Monsellet, rue Dauphine à Nantes, dont le cabinet de lecture est abonné à 22 journaux, on trouve aussi des périodiques en langue étrangère comme le fameux *Galignani's Messenger* de Londres. Tout naturellement, le dernier chapitre (pp. 217-266) propose une étude de la presse sous l'Empire et la Restauration ; après avoir brièvement évoqué les évolutions de la réglementation, Patricia Sorel examine les régions bretonnes : l'Ille-et-Vilaine, ensuite le Finistère, le Morbihan et les Côtes-du-Nord, réunis (de façon quelque peu contestable) sous l'appellation de Basse-Bretagne, enfin la région de Nantes, qui se

caractérise encore en ce domaine par un épanouissement incontestable. Les chiffres sont précis et les renseignements tirés des archives sont nombreux, mais on aimerait voir figurer quelques analyses sur le contenu éditorial de ces journaux, un peu à la manière des travaux d'Éric Wauters sur la presse normande (*Une presse de province pendant la Révolution française : journaux et journalistes normands, 1789-1800*, CTHS, 1993).

- 5 Écrit par une spécialiste de l'histoire du livre, cet ouvrage se caractérise par un grand souci de méthode et d'exhaustivité quant au catalogage et au classement des données ; mais il lui manque une reprise des différents travaux de Jean Quénart qui s'interrogeait sur la culture des villes de l'Ouest à l'époque moderne. Bien que négligeant d'approfondir la question de la présence attestée de la langue bretonne dans les livres ou dans la presse périodique, ce livre apporte aux historiens soucieux d'écrire une histoire de l'opinion et des idées de nombreux autres matériaux assez peu exploités jusqu'à présent (références d'archives sur les fonds de librairie et les enquêtes de police par exemple). On regrettera cependant que la bibliographie soit trop brève, par choix sans doute puisque de nombreux ouvrages cités en note ne s'y retrouvent pas.